

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 31 octobre 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi-programme "relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales", et en ayant délibéré en ses séances des 8 et 9 novembre 1990, a donné le 9 novembre 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 oktober 1990 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van programmawet "betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 8 en 9 november 1990, en op 9 november 1990 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATIONS LIMINAIRES.

1. Le présent avis est donné sous réserve de l'avis de l'inspecteur des finances et de l'accord du ministre du Budget qui, suivant les articles 6 et 13 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, doivent être donnés préalablement et qui ne figurent pas au dossier.

2. Pour la facilité de la compréhension, les explications et observations qui suivent sont présentées dans l'ordre selon lequel les dispositions de l'avant-projet de loi sont regroupées et commentées dans l'exposé des motifs, non dans l'ordre numérique des articles.

Arrêté de présentation.

Dans le texte français de l'arrêté de présentation ainsi que dans celui de l'exécutoire, la mention du ministre de l'Emploi et du Travail n'est pas correctement libellée. Il convient de la corriger.

.../...

Dispositif.Article 1er.

Dans le texte français, il y a lieu de supprimer le mot "remplacer" et d'écrire : "les mots "est reportée successivement sur les bénéfices des périodes imposables" sont remplacés par les mots "et pour les périodes imposables ...".

Articles 2 et 20, § 1er (pour
partie).

En vertu de l'article 20, § 1er, de l'avant-projet de loi, l'article 2 sera applicable "à partir de l'exercice d'imposition 1991".

Le régime fiscal du contribuable devant être définitivement fixé à la date de clôture de la période imposable ¹, l'article 2 du projet présenterait un caractère rétroactif si la loi en projet n'était pas publiée au Moniteur belge le 31 décembre 1990 au plus tard, les règles applicables pendant l'exercice d'imposition 1991 déterminant l'impôt dont seront frappés les revenus recueillis pendant la période imposable correspondante, à savoir l'année 1990 ².

¹ En ce sens, voyez les avis de la section de législation reproduits in Doc. parl., Chambre, 864/1 (1986-1987), pp. 45-46; Sénat, 806-2 (1989-1990), p. 39.

² Arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, article 164.

Selon les explications fournies au Conseil d'Etat par les délégués du ministre, l'intention est que la publication de la loi intervienne avant le 31 décembre.

Pour éviter toute difficulté au cas où cette éventualité ne se réaliserait pas, si le législateur entend ne pas conférer d'effet rétroactif à cette disposition du projet ³, il conviendrait de prévoir que la modification envisagée soit applicable à partir de l'exercice d'imposition dont le millésime suit celui de l'année pendant laquelle la loi aura été publiée.

Articles 3 et 20, § 1er (pour
partie).

Ces articles appellent la même observation que celle qui a été faite sous l'article 2.

Articles 4 et 20, § 1er (pour
partie).

L'article 4 du projet de loi, complétant l'article 150, § 1er, du Code des impôts sur les revenus, pourrait, pour la raison indiquée sous l'article 2, avoir une portée rétroactive. Cette rétroactivité éventuelle ne susciterait pas d'objection, puisqu'il ne s'agirait que d'apporter une atténuation à l'impôt.

L'exposé des motifs précise que la mesure envisagée l'est pour "des raisons sociales et d'équité". La

³Sur cette question, voyez les observations sous les articles 6, 7 et 20.

constitutionnalité de la réforme de l'impôt des non-résidents résultant de la loi du 22 décembre 1989 portant des dispositions fiscales est cependant contestée devant la Cour d'arbitrage, sous la forme d'un recours en annulation de l'article 314 de la loi précitée, qui insère dans le titre V du Code des impôts sur les revenus, les nouveaux articles 149 et 150, § 1er et § 2⁴. L'exposé des motifs devrait être complété sur ce point, afin de permettre aux Chambres d'apprécier, en connaissance de cause, la conformité du régime de l'impôt des non-résidents, tel qu'il sera modifié par le projet de loi, avec l'article 6 de la Constitution, combiné, le cas échéant, avec les dispositions figurant dans les conventions que la Belgique a conclues avec plusieurs Etats en vue d'éviter la double imposition, ainsi qu'avec le droit européen.

L'exposé des motifs indique aussi que le statut fiscal des coopérants qui n'ont pas la qualité d'agents de l'Administration générale de la coopération au développement, sera "précisé" par voie de circulaire, comme l'est actuellement le régime fiscal du personnel de cette administration. En vertu des articles 110, § 1er, et 112, alinéa 2, de la Constitution, c'est à la loi qu'il appartient de fixer ces statuts, non à l'administration.

⁴Voyez l'affaire inscrite sous le nE 215 du rôle de la Cour, introduite le 28 juin 1990 (Moniteur belge, 15 septembre 1990).

Article 5.

Pour faire apparaître clairement que la disposition nouvelle insérée par le texte en projet constitue un alinéa, la fin de la phrase liminaire de l'article 5 serait mieux rédigée comme suit :

"... est complété par l'alinéa suivant :".

Articles 6, 7 et 20, § 3.

Le régime fiscal du contribuable devant être définitivement fixé à la date de clôture de la période imposable, sont rétroactives les dispositions, en matière d'impôt des sociétés, qui sont rendues applicables à un exercice comptable déjà clôturé à la date de publication de la loi.

Il va de soi qu'il en sera ainsi, en vertu de l'article 20, § 3, pour certaines sociétés, dans le cas des opérations visées aux articles 6 et 7 de l'avant-projet de loi, même si la loi est publiée au Moniteur belge avant le 1er janvier 1991.

Si l'application du principe général de la non-rétroactivité des lois, consacré par l'article 2 du Code civil, aux lois fiscales, n'est pas contestée, le principe n'a cependant que valeur de loi, puisqu'il est inscrit dans ledit code, et non dans la Constitution. Il constitue seulement une "recommandation solennelle faite par le législateur au législateur de l'avenir" ⁵, et celui-ci peut estimer que, dans

⁵ Conclusions Ganshof van der Meersch W.J. avant Cassation,

certain cas, des circonstances particulières justifient qu'il soit dérogé à l'article 2 du Code civil. Une dérogation à cet article, exprimée dans une autre loi, norme de même niveau hiérarchique que l'article 2 du Code civil, est parfaitement valable ⁶, ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà noté ⁷.

Il appartiendra au législateur d'apprécier, au cas présent, si de telles circonstances spéciales sont réunies.

Articles 8 et 20, § 4 (pour partie).

1. Le terme "opérations" est ambigu et ne permet pas de déterminer clairement s'il vise, à la fois, les ventes et les acquisitions ou seulement les ventes de valeurs mobilières.

Le texte doit être revu afin d'être précisé.

2. L'habilitation donnée au Roi de définir les conditions dans lesquelles un moyen de preuve peut être opposé à l'Administration, n'est pas conciliable avec l'article 110

22 octobre 1970, Pasicrisie, 1971, I, 154.

⁶Exception faite de la loi pénale (Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, article 7).

⁷Avis donné le 2 juin 1986, sur un projet devenu la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales (Doc. parl., Sénat, session 1985-1986, nE 310/1).

de la Constitution. Ce moyen de preuve ayant une incidence directe sur la base imposable, c'est à la loi à régler la matière.

L'intention annoncée par le Gouvernement, dans l'exposé des motifs, serait adéquatement traduite par le texte de l'alinéa 2 en projet, si les derniers mots "que s'ils répondent aux conditions fixées par le Roi" étaient remplacés par les mots "que s'ils sont établis au nom du contribuable".

3. Il va de soi que le nouveau mode de preuve ne pourra être appliqué qu'aux opérations postérieures à la publication de la loi.

En conséquence, l'article 20, § 4, doit être revu et la référence à l'exercice d'imposition abandonné.

Article 9.

La disposition formant l'article 9 semble devoir être constitutionnellement critiquable comme permettant de faire varier le champ d'application d'un régime fiscal dérogatoire, au gré de décisions du pouvoir exécutif. Elle est incompatible avec les articles 110, § 1er, et 112 de la Constitution. La sécurité juridique et le principe constitutionnel de la légalité de l'impôt commandent que le législateur revoie lui-même, en vue de les préciser, les termes de l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal nE 187.

Article 10.

.../...

1. L'article 10, 1E, du projet de loi pourrait avoir, par l'effet de l'article 20, § 6, 1E, un caractère rétroactif, en ce qui concerne certains centres de coordination, pour la raison déjà indiquée sous les articles 6 et 7 de l'avant-projet de loi. Ce caractère appelle la même observation que celle énoncée sous ces deux articles.

2. L'article 29, 2E, de la loi du 11 avril 1983 a été remplacé par l'article 43 de la loi du 4 août 1986. Les modifications antérieures doivent être omises.

La phrase liminaire de l'article 10 sera donc rédigée comme suit :

"Art. 10. Dans l'article 29, 2E, de la loi du 11 avril 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, remplacé par l'article 43 de la loi du 4 août 1986 et modifié par l'article 8 ... (la suite comme au projet)".

3. Le terme "littéra" est à éviter; il peut être omis dans le 1E et le 2E.

Article 11.

1. En mettant fin, avec effet au 23 juillet 1990, à la possibilité de constituer des sociétés de reconversion bénéficiant d'un régime plus favorable que le droit commun, alors que la loi en vigueur ne fixait pas de terme à cette

.../...

faculté, ainsi qu'à la possibilité de fonder une société établie dans une zone de reconversion, au sens de l'article 59 de la loi du 31 juillet 1984 de redressement, alors qu'un arrêté royal du 3 octobre 1988 avait prorogé l'application du régime dérogatoire jusqu'à l'année 1992, inclusivement, l'article 11 du projet présente un caractère rétroactif dont les effets seront considérables, en ce sens que cette rétroactivité n'atteint pas, en l'espèce, les revenus d'une période imposable déterminée, mais remet en cause le régime fiscal applicable de façon permanente aux sociétés qui auraient été constituées à partir de cette date. Ce trouble à la sécurité juridique, qui pourrait être assorti d'une atteinte à l'égalité de traitement des contribuables, selon que ceux-ci avaient ou non connaissance des intentions du Gouvernement, n'est aucunement justifié dans l'exposé des motifs.

La modification du régime fiscal des sociétés novatrices prévue par la même disposition du projet appelle la même réserve.

2. Il est inutile de mentionner toutes les modifications apportées à la loi de redressement du 31 juillet 1984; il suffit de mentionner les modifications subies par les articles modifiés (50, 2E, 59 et 75, § 1er).

Par ailleurs, dans le texte français, l'emploi de l'infinitif (insérer, remplacer) est à proscrire.

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

.../...

"Art. 11. Dans la loi de redressement du 31 juillet 1984 sont apportées les modifications suivantes : ...".

Article 12.

L'abrogation rétroactive que l'article 12 du projet de loi prévoit de l'article 60 de la loi du 31 juillet 1984 de redressement, à la même date du 23 juillet 1990, appelle la même observation que celle faite à propos de l'article 11.

Elle paraît d'autant moins justifiée que cette disposition fixait elle-même un terme à son application dans le temps, à savoir le 31 décembre de la dixième année qui suit celle de la constitution de la société. Une mesure législative plus conforme de la sécurité juridique des contribuables devrait se borner à réduire ce délai, ou à supprimer pour l'avenir seulement, l'applicabilité de l'article 60 précité.

En tout état de cause, le régime fiscal des entreprises, pour qu'il soit plus favorable, suppose non seulement que la charge fiscale soit comparable à celle qui est en vigueur dans les pays tiers, mais aussi une moindre complication et une plus grande stabilité de la législation, ainsi que cela a déjà été relevé ⁸.

Article 14.

⁸Avis du Conseil d'Etat, Doc. parl., Sénat, 806-2 (1989-1990), p. 37.

L'article 304 de la loi du 22 décembre 1989 a apporté des modifications à certains chiffres figurant à l'article 20, § 1er, a, de la loi du 7 décembre 1988. Une première série de montants sont valables à partir du 1er janvier 1990; une deuxième série de chiffres sont valables à partir du 1er janvier 1991. L'article 14 du projet modifie ces chiffres pour une catégorie de contribuables; il modifie - pour cette même catégorie - des pourcentages prévus par l'article 20, § 1er, b.

Le texte de l'article 14, tel qu'il est rédigé, est source de confusions. D'une part, il ne distingue pas suffisamment, les chiffres mentionnés au paragraphe 1er, a, et au paragraphe 1er, b. D'autre part, il confond les "points" et les "p.c.", que le texte de l'article 20, § 1er, distingue.

Enfin, l'article 20 de la loi du 7 décembre 1988 a aussi été modifié par l'article 330 de la loi du 22 décembre 1989.

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 14. Dans l'article 20 de la même loi, modifié par les articles 304 et 330 de la loi du 22 décembre 1989 est inséré un paragraphe 3bis libellé comme suit :

.../...

"§ 3bis (le début comme au projet) ... les chiffres de 1,5 point, 3,5 p.c. et 10,5 p.c., visés au paragraphe 1er, a, sont fixés respectivement à 1 point, 3 p.c. et 10 p.c.

Pour les mêmes contribuables, les chiffres de 10 points et 7 points, visés au paragraphe 1er, b, sont fixés respectivement à 10,5 points et 7,5 points"".

Article 15.

Il résulte des explications fournies par le délégué du ministre que la disposition en projet ne trouvera à s'appliquer que dans les cas où des conventions internationales ne s'y opposent pas.

Articles 16 et 20, § 7.

L'article 16, 1E, du projet entend remplacer dans l'article 31 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus, les mots "période de détention du titre", par les mots "période pendant laquelle les bénéficiaires ont eu la propriété ou l'usufruit des titres".

Selon l'exposé des motifs, cette disposition modificative s'appliquera à partir du 1er janvier 1989 (en vertu de l'article 20, § 7, 1E, du projet) parce qu'il s'agit d'"une simple précision".

L'article 16, 2E et 3E, est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 23 juillet 1990, en vertu de l'article 20, § 7, 2E, du projet. La justification du choix de cette date n'apparaît pas de l'exposé des motifs.

L'article 16 en projet appelle la même observation que celle faite sous les articles 6 et 7.

Article 21.

La règle selon laquelle la modification de la date de clôture des comptes annuels n'a pas d'incidence pour l'application de la loi nouvelle n'était exprimée dans la loi du 22 décembre 1989 portant des dispositions fiscales, qu'en ce qui concerne certaines d'entre elles. Le Gouvernement se propose d'étendre ladite règle à d'autres dispositions de la loi du 22 décembre 1989. Certaines sociétés qui ont reporté la date de clôture des comptes annuels vers 1990, mais avant le 31 décembre 1990, de manière à relever encore de l'exercice d'imposition 1990, seront ainsi en présence d'un exercice 1990 déjà clôturé à la date de la publication du présent projet; l'article 21 du projet présente donc un caractère rétroactif qu'il convient de justifier plus complètement que ne le fait l'exposé des motifs.

Article 22.

Interrogé sur le sens de la deuxième phrase de la définition des termes "producteurs d'électricité", le délégué du ministre a répondu :

.../...

"De eerste zin definieert de electriciteitsproducenten als de vennootschappen, onderworpen aan de inkomstenbelastingen die (1) hoofdzakelijk of bijkomstig electriciteit produceren (2) met het oog op de verkoop ervan.

- De verwijzing "hoofdzakelijk of bijkomstig" is hier gebruikt om duidelijk te maken dat een vennootschap electriciteitsproducent is (en blijft) ook wanneer ze andere en eventueel zelfs hoofdzakelijk andere activiteiten dan de productie van electriciteit uitoefent. Het feit van andere activiteiten te hebben (of te creëren) ontslaat de vennootschap dus niet van de belastingplicht.
- De electriciteit moet evenwel geproduceerd worden met het oogmerk deze te verkopen. Electriciteitsproductie voor eigen gebruik wordt dus uitgesloten.

Het was immers niet de bedoeling van de regering om een aantal industriële bedrijven die, bv. langs recuperatie van stoom e.d., zelf voorzien in hun eigen electriciteitsverbruik onder te brengen in dit hoofdstuk.

Deze autoproducenten produceren slechts bijkomstig electriciteit en doen dit niet met het oog op de verkoop ervan. In de praktijk gebeurt het evenwel dat deze autoproducenten bepaalde productie-overschotten, die meestal tijdelijk zijn en waarvoor ze geen continue levering garanderen, toch verkopen. Voor hen is deze verkoop van electriciteit ten aanzien van hun productie van electriciteit evenwel bijkomstig.

Gezien de eerste zin zoals hij geformuleerd werd eventueel het risico inhield dat men ook auto-producenten zou gaan onderwerpen aan de bijzondere aanslag, gezien voor hen de productie bijkomstig is en niet steeds volledig voor eigen verbruik bestemd is (en dus impliciet voor verkoop bedoeld is), achtte de regering het wenselijk om een expliciete bepaling op te nemen waardoor deze groep uitgesloten werd. Die bepaling werd dan de tweede zin, waarbij de vennootschappen die hoofdzakelijk voor eigen verbruik produceren uitgesloten werden".

La situation de l'entreprise qui produit de l'électricité pour son propre usage est exclue en raison de

.../...

la conception qui a présidé à la définition des "producteurs d'électricité".

La seconde phrase ne constitue qu'un commentaire de l'alinéa 1er. Elle n'a donc pas sa place dans un texte de loi et doit figurer dans l'exposé des motifs.

Les mots "responsabilité du producteur" sont particulièrement mal choisis. Le mot "responsabilité" qui y est utilisé s'écarte très fort du sens qu'il a habituellement en droit. Il serait préférable de remplacer les mots précités par une autre expression.

Article 23.

La première phrase du texte néerlandais de l'article 23, § 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"§ 1er. Ten aanzien van de elektriciteitsproducenten wordt een bijzondere aanslag vastgesteld".

L'article 23, § 2, est rédigé en des termes peu clairs. Il convient de revoir sa rédaction. Au surplus, le mot "proportionnellement" doit être omis.

Article 24.

Suivant l'accord du délégué du ministre, l'article 24, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Les versements anticipés sont imputés sur la cotisation spéciale et le solde est restitué si ce montant est de 100 F au moins".

Article 27.

La mention des articles 292, 1E, et 293 de la loi du 22 décembre 1989 est inutile; ils modifient, en effet, l'article 138, alinéa 2, 1E, et l'article 138bis du Code des impôts sur les revenus, qui concernent le calcul de l'impôt.

Il suffit de réduire le champ d'application de la disposition déterminant l'assiette de l'impôt, ce qui est réalisé par la modification de l'article 137, § 4, du Code des impôts sur les revenus.

Plutôt que de se référer aux articles de la loi du 22 décembre 1989 ayant inséré des dispositions dans le Code des impôts sur les revenus, il y a lieu de mentionner les articles dudit code insérés par ladite loi.

Par ailleurs, il serait préférable que le dispositif de l'article 27 figure dans le Code des impôts sur les revenus.

Il s'agit en effet, d'écarter l'application des articles 137, § 4, 138, alinéa 2 et 138bis aux associations intercommunales, notamment en ce qui concerne leurs activités soumises à la cotisation spéciale. Ce procédé est d'autant plus adéquat que les dispositions instaurant la cotisation spéciale, ne sont pas, quant à elles, insérées dans le Code des impôts sur les revenus et que, de la sorte, ledit code renverra au texte de la loi en projet.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 27. L'article 137, § 4, du Code des impôts sur les revenus, modifié par l'article 291 de la loi du 22 décembre 1989 est complété par l'alinéa suivant :

"La disposition qui précède n'est pas applicable aux associations intercommunales en ce qui concerne tant leurs activités soumises à la cotisation spéciale, instaurée par l'article 23 de la loi-programme du ... relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales, que leurs activités exercées dans le domaine de la distribution publique d'électricité".

Article 28.

Cet article, qui fixe le taux pour les dividendes visés à l'article 137, § 4, insère dans le Code des impôts sur les revenus une disposition qui ne s'appliquera qu'en 1991 (le taux de 11 p.c.), tout en maintenant en dehors du code la disposition fixant le taux à partir de l'exercice d'imposition 1992 (§ 2). Pareille technique est à proscrire. Mieux vaut insérer l'ensemble des taux dans le code.

Par ailleurs, dans la phrase liminaire, il n'y a pas lieu de mentionner l'article 30 de la loi du 8 août 1980, ce dernier ayant été abrogé par la loi du 7 décembre 1988.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Art. 28. A l'article 138, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus modifié par la loi du 19 juillet 1979, la loi du 27 décembre 1984 et la loi du 27 décembre 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1Edans le 1E, les mots "et § 4" sont supprimés;

2Eil est inséré un 6E nouveau, rédigé comme suit : "au taux de 15 p.c. en ce qui concerne les dividendes visés à l'article 137, § 4; toutefois, le taux est fixé à 11 p.c. pour l'exercice d'imposition 1991".

Article 29.

L'article 29 figurerait mieux dans l'article 23 sous la forme d'un paragraphe 4.

Article 33.

1. Pour que l'article 33 du projet de loi puisse être considéré comme se conciliant avec le principe constitutionnel selon lequel aucune modération d'impôt ne peut être établie que par une loi, il importe que ne se produise aucun retard dans la mise en oeuvre de la prescription de l'article 33, § 2, du projet.

2. A la fin du paragraphe 1er, il y a lieu d'omettre les mots "modifié par celui du 11 août 1981".

.../...

Article 35.

La référence aux arrêtés des 16 septembre 1947 et 18 avril 1967 de même qu'à la loi du 9 mai 1959 doit être omise; ces dispositions ont, en effet, pour unique objet de modifier des taux; les taux successifs qu'elles instaurent ne sont plus applicables aujourd'hui. Le taux de 90 francs a été fixé par l'arrêté royal du 16 janvier 1975.

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 35. Dans l'article 21 du même code, modifié par la loi du 14 avril 1965 et par l'arrêté royal du 16 janvier 1975 ... (la suite comme au projet)".

Article 41.

Le texte en projet figurait déjà dans deux lois antérieures, à savoir la loi du 18 avril 1989 ajustant la dette publique pour l'année budgétaire 1988 et la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1990 (article 2.51.8).

En raison du caractère budgétaire de ces deux lois, il y a lieu d'insérer la disposition relative au maintien de la garantie de l'Etat dans une loi permanente.

.../...

Article 42.

Le nouvel alinéa 2 de l'article 4 en projet devrait être plus précis quant aux critères et aux modalités procédurales d'attribution du produit net des émissions de monnaies et quant à la détermination des bénéficiaires, sous réserve que le législateur doit conserver le pouvoir de déterminer chaque année la partie du produit net qu'il consent à voir distribuer.

L'article doit être fondamentalement revu.

Dans le texte français de l'alinéa 2, les mots "de cette loi" doivent être remplacés par les mots "de la présente loi".

Le mot "déterminer" est à remplacer par "décider".
Le mot "soit" est à remplacer par "sera" dans le texte français.

Article 43.

Cette disposition serait plus exactement rédigée si elle l'était sur le modèle de l'article 14 de la loi du 16 juillet 1990 portant des dispositions budgétaires; il convient de préciser dans le dispositif en projet l'année à laquelle se rapportent les bénéfices frappés du prélèvement, à savoir l'année 1991 selon les informations communiquées par le délégué du ministre.

.../...

Articles 44 à 52.

Les articles 44 à 52 modifient des règles que le Roi a été habilité à modifier par arrêté royal en vertu de l'article 11 de la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie.

Il va de soi que l'intervention du législateur prévue dans les dispositions en projet, ne met pas fin à l'habilitation générale accordée au Roi par l'article 11 précité.

Section 5.

La mention de la loi du 14 août 1974 et de la loi du 4 juillet 1956 doit être complétée par l'indication de leur intitulé. Il s'agit de la loi du 14 août 1974 relative à la délivrance des passeports et de la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif de taxes consulaires et des droits de chancellerie.

Article 44.

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 44. Dans l'article 5 de la loi du 14 août 1974 relative à la délivrance des passeports, les mots "du titulaire, son état civil et son signalement" sont remplacés par les mots "et le signalement du titulaire".

.../...

Articles 45, 46 et 47.

Il y a lieu de mentionner, dans la phrase liminaire de l'article 45, l'intitulé de la loi du 14 août 1974 et dans les articles 46 et 47 celui de la loi du 4 juillet 1956.

Article 48.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 48. La rubrique 30 du tarif I annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie, remplacé par l'arrêté royal du 27 janvier 1983 et modifié par l'arrêté royal du 2 mars 1988, est remplacée par la disposition suivante :".

La même observation vaut pour l'article 50.

Article 51.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 51. L'article 5 du tarif III annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie, remplacé par l'arrêté royal du 27 janvier 1983, est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

ST.

- -

L. 20.346/2.

Article 52.

Conformément à l'usage, il y a lieu d'écrire : "...
entrent en vigueur le trentième jour qui suit la publication
au Moniteur".

.../...

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Dit advies wordt gegeven onder voorbehoud van het advies van de inspecteur van Financiën en van het akkoord van de Minister van Begroting die, overeenkomstig de artikelen 6 en 13 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, vooraf moeten worden gegeven en die in het dossier niet vermeld worden.

2. Ter wille van de begrijpelijkheid worden de hiernavolgende toelichtingen en opmerkingen medegedeeld in de volgorde waarin de bepalingen van het voorontwerp van wet bijeengebracht en van commentaar voorzien worden in de memorie van toelichting, niet in de numerieke volgorde van de artikelen.

Indieningsbesluit.

In de Franse tekst van het indieningsbesluit, alsmede in die van de uitvoeringsbepaling, wordt de vermelding van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid niet correct geformuleerd. Ze dient te worden verbeterd.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In de Franse tekst dient het woord "remplacer" te vervallen; en schrijve men "les mots "est reportée successivement sur les bénéfices des périodes imposables" sont remplacés par les mots "et pour les périodes imposables ...".

Artikelen 2 en 20, § 1 (ten dele).

Krachtens artikel 20, § 1, van het voorontwerp van wet, zal artikel 2 van toepassing zijn "met ingang van het aanslagjaar 1991".

Aangezien de fiscale regeling voor de belastingplichtige definitief vastgesteld moet zijn op de datum van afsluiting van het belastbaar tijdperk ⁹, zou artikel 2 van het ontwerp een terugwerkend karakter vertonen indien de ontworpen wet niet uiterlijk 31 december 1990 in het Belgisch Staatsblad werd bekendgemaakt; de regels die van toepassing zijn gedurende het aanslagjaar 1991 bepalen immers de belasting die zal worden geheven op de inkomsten die verworven zijn gedurende het overeenstemmende belastbaar tijdperk, namelijk het jaar 1990 ¹⁰.

⁹In die zin, zie de adviezen van de afdeling wetgeving, opgenomen in Gedr. St. Kamer, 864/1 (1986-1987), blz. 45-46; Senaat, 806-2 (1989-1990), blz. 39.

¹⁰Koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelasting, artikel 164.

Naar de gemachtigden van de minister aan de Raad van State hebben verklaard is het de bedoeling dat de wet vo, 'o, ' r 31 december zou worden bekendgemaakt.

Om moeilijkheden te vermijden ingeval zulks niet zou geschieden en de wetgever die bepaling van het ontwerp niet wil doen terugwerken ¹¹, zou moeten worden bepaald dat de geplande wijziging van toepassing is vanaf het aanslagjaar waarvan het jaartal volgt op dat van het jaar waarin de wet zal zijn bekendgemaakt.

Artikelen 3 en 20, § 1 (ten dele).

Bij die artikelen is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is onder artikel 2.

Artikelen 4 en 20, § 1 (ten dele).

Artikel 4 van het ontwerp van wet, dat artikel 150, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen aanvult, zou, vanwege de onder artikel 2 vermelde reden, een terugwerkende strekking kunnen hebben. Tegen die mogelijke terugwerking zou geen bezwaar rijzen, aangezien het er alleen om zou gaan de belasting te verlichten.

¹¹Over die kwestie, zie de opmerkingen onder de artikelen 6, 7 en 20.

In de memorie van toelichting staat te lezen dat de voorgenomen maatregel wordt voorgesteld "op sociale en billijkheidsgronden". De grondwettigheid van de hervorming van de belasting der niet-verblijfhouders die volgt uit de wet van 22 december 1989 houdende fiscale bepalingen wordt nochtans betwist voor het Arbitragehof in de vorm van een beroep tot nietigverklaring van artikel 314 van de voormelde wet, welk artikel de nieuwe artikelen 149 en 150, § 1 en § 2, invoegt in titel V van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ¹². De memorie van toelichting zou in dat opzicht moeten worden aangevuld, opdat de Kamers, met kennis van zaken, kunnen oordelen over de overeenstemming van de regeling van de belasting der niet-verblijfhouders, zoals ze zal worden gewijzigd door het ontwerp van wet, met artikel 6 van de Grondwet, samengelezen, in voorkomend geval, met de bepalingen die voorkomen in verdragen die België met verscheidene Staten heeft gesloten ter voorkoming van dubbele belasting, alsook met het Europese recht.

In de memorie van toelichting staat ook te lezen dat het fiscaal statuut van de ontwikkelingshulpers die niet de hoedanigheid bezitten van ambtenaren van het Algemeen Bestuur van de ontwikkelingssamenwerking, bij circulaire zal worden "geregeld", zoals thans het geval is met de fiscale regeling voor het personeel van dat overheidsbestuur. Krachtens de artikelen 110, § 1, en 112, tweede lid, van de Grondwet, komt het de wet, en niet het overheidsbestuur, toe die statuten te bepalen.

¹²Zie de zaak die onder nr. 215 van de rol van het Hof ingeschreven is en ingediend is op 28 juni 1990 (Belgische Staatsblad van 15 september 1990).

GAM.

- 29 -

L. 20.346/2.

.../...

Artikel 5.

Om duidelijk te laten blijken dat de nieuwe bepaling die door de ontworpen tekst wordt ingevoegd een lid vormt, zou het beter zijn het slot van de inleidende volzin van artikel 5 als volgt te stellen :

"... wordt aangevuld met het volgende lid :".

Artikelen 6, 7 en 20, § 3.

Aangezien de fiscale regeling voor de belastingplichtige op de datum van afsluiting van het belastbare tijdperk definitief vastgesteld moet zijn, hebben de bepalingen inzake vennootschapsbelasting, die toepasselijk gemaakt worden op een boekjaar dat op de datum van de bekendmaking van de wet reeds is afgesloten, terugwerkende kracht.

Het is duidelijk dat dit krachtens artikel 20, § 3, voor sommige vennootschappen het geval zal zijn voor de in de artikelen 6 en 7 van het voorontwerp van wet bedoelde verrichtingen, zelfs indien de wet vo, 'o, 'r 1 januari 1991 in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Ofschoon de toepassing op de belastingwetten van het in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek neergelegde algemeen beginsel dat de wetten geen terugwerkende kracht hebben niet wordt betwist, heeft het beginsel evenwel slechts de waarde van een wet, aangezien het is opgenomen in het genoemde wetboek en niet in de Grondwet. Het vormt slechts een "plechtige

.../...

vermaning van de wetgever aan de wetgever van de toekomst" ¹³, en deze kan de mening toegedaan zijn dat in bepaalde gevallen bijzondere omstandigheden een afwijking van artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek wettigen. Een afwijking van dat artikel, die te kennen gegeven wordt in een andere wet, die een norm is van dezelfde rangorde als artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, is, zoals de Raad van State er reeds op heeft gewezen ¹⁴, volkomen geldig ¹⁵.

De wetgever zal hebben uit te maken of er in dit geval dergelijke bijzondere omstandigheden zijn.

Artikelen 8 en 20, § 4 (ten dele).

1. De term "verrichtingen" is dubbelzinnig en slaagt er niet in duidelijk te maken of daarmee zowel de verkoop als de verwerving of alleen de verkoop van effecten worden bedoeld.

Om meer duidelijkheid te brengen behoort de tekst te worden herzien.

¹³ Conclusie Ganshof van der Meersch W.J. voor Cassatie, 22 oktober 1970, Pasicrisie, 1971, I, 154.

¹⁴ Advies uitgebracht op 2 juni 1986, over een ontwerp dat de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen is geworden (Gedr. St., Senaat, zitting 1985-1986, nr. 310/1).

¹⁵ Behalve voor de strafwet (Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, artikel 7).

2. De aan de Koning verleende machtiging om de voorwaarden te bepalen waarin een bewijsmiddel kan worden aangevoerd voor de Administratie, is niet bestaanbaar met artikel 110 van de Grondwet. Aangezien dat bewijsmiddel de belastinggrondslag rechtstreeks beïnvloedt moet die aangelegenheid bij de wet worden geregeld.

De bedoeling die de Regering in de memorie van toelichting te kennen geeft zou door de tekst van het ontworpen tweede lid adequaat worden weergegeven als de laatste woorden "indien ze voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden" vervangen worden door de woorden "als zij op naam van de belastingplichtige zijn opgemaakt".

3. Het is duidelijk dat de nieuwe manier van bewijzen alleen zal kunnen worden toegepast op de verrichtingen na de bekendmaking van de wet.

Artikel 20, § 4, moet bijgevolg worden herzien en de verwijzing naar het aanslagjaar moet worden weggelaten.

Artikel 9.

De bepaling die artikel 9 vormt lijkt uit grondwettelijk oogpunt te moeten worden bekritiseerd in zoverre zij het mogelijk maakt de werkingssfeer van een afwijkende fiscale regeling te laten variëren naar gelang van de beslissingen van de uitvoerende macht. Zij is niet bestaanbaar met de artikelen 110, § 1, en 112 van de Grondwet. De rechtszekerheid

.../...

en het grondwettelijke beginsel van de wettelijkheid van de belasting vereisen dat de wetgever, om meer duidelijkheid te brengen, zelf de bewoordingen herzielt van artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 187.

Artikel 10.

1. Artikel 10, 1E, van het wetsontwerp zou, uit kracht van artikel 20, § 6, 1E, om de reeds onder de artikelen 6 en 7 van het voorontwerp van wet opgegeven reden terugwerkende kracht kunnen hebben wat bepaalde coördinatiecentra betreft.

Dat terugwerkende karakter behoeft dezelfde opmerking als die welke onder die twee artikelen is gemaakt.

2. Artikel 29, 2E, van de wet van 11 april 1983 is vervangen bij artikel 43 van de wet van 4 augustus 1986. De vorige wijzigingen moeten vervallen.

De inleidende volzin van artikel 10 moet dus als volgt worden gesteld :

"Art. 10. In artikel 29, 2E, van de wet van 11 april 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, vervangen bij artikel 43 van de wet van 4 augustus 1986 en gewijzigd bij artikel 8 ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. De term "littera" moet worden vermeden; in 1E en 2E kan hij worden weggelaten.

.../...

GAM.

- 34 -

L. 20.346/2.

.../...

Artikel 11.

1. Door met ingang van 23 juli 1990 een einde te maken aan de mogelijkheid om reconversievennootschappen op te richten die een gunstiger regeling genieten dan die van het gemeen recht, terwijl de geldende wet aan die mogelijkheid geen termijn verbond, alsmede aan de mogelijkheid om een vennootschap op te richten die gevestigd is in een reconversiezone, in de zin van artikel 59 van de herstelwet van 31 juli 1984, terwijl een koninklijk besluit van 3 oktober 1988 de toepassing van de afwijkende regeling had verlengd tot het jaar 1992 inbegrepen, krijgt artikel 11 van het ontwerp een terugwerkend karakter dat aanzienlijke gevolgen zal hebben, in die zin dat die terugwerkende kracht in dit geval niet raakt aan de inkomsten van een bepaald belastbaar tijdperk, maar dat zij de fiscale regeling die blijvend van toepassing is op de vennootschappen die vanaf die datum zouden zijn opgericht, op losse schroeven zet. Voor die verstoring van de rechtszekerheid, die gepaard zou kunnen gaan met een schending van de gelijke behandeling van de belastingplichtigen, naargelang zij al dan niet de bedoelingen van de Regering kenden, is in de memorie van toelichting geen enkele verantwoording verstrekt.

Voor de wijziging van de fiscale regeling voor de innovatievennootschappen, waarin door dezelfde bepaling van het ontwerp wordt voorzien, moet hetzelfde voorbehoud worden gemaakt.

.../...

2. Het heeft geen zin alle wijzigingen te vermelden die in de herstelwet van 31 juli 1984 zijn aangebracht; het volstaat de wijzigingen te vermelden die de gewijzigde artikelen hebben ondergaan (50, 2E, 59 en 75, § 1).

In de Franse tekst moet bovendien het gebruik van de infinitief (inserer, remplacer) worden afgekeurd.

Voor de inleidende zin wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Art. 11. In de herstelwet van 31 juli 1984 worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

Artikel 12.

Bij de in artikel 12 van het wetsontwerp bepaalde opheffing met terugwerkende kracht van artikel 60 van de herstelwet van 31 juli 1984, eveneens op datum van 23 juli 1990, is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 11. Die opheffing blijkt des te minder gerechtvaardigd omdat in die bepaling zelf de toepassing ervan in de tijd wordt beperkt, namelijk tot 31 december van het tiende jaar volgend op het jaar waarin de vennootschap is opgericht. Een

.../...

wettelijke maatregel die meer in overeenstemming is met de rechtszekerheid van de belastingplichtigen, zou ertoe beperkt moeten zijn die termijn te verkorten of de toepasselijkheid van het genoemde artikel 60 louter voor de toekomst op te heffen.

In elk geval veronderstelt een gunstiger belastingstelsel van de ondernemingen niet alleen dat de belastingdruk vergelijkbaar is met die in de derde landen, maar ook dat de wetgeving minder ingewikkeld en standvastiger is, zoals reeds werd opgemerkt ¹⁶.

Artikel 14.

Met artikel 304 van de wet van 22 december 1989 zijn wijzigingen aangebracht in sommige cijfers van artikel 20, § 1, a, van de wet van 7 december 1988. Een eerste reeks bedragen geldt met ingang van 1 januari 1990, een tweede reeks cijfers geldt met ingang van 1 januari 1991. Artikel 14 van het ontwerp wijzigt die cijfers voor een bepaalde categorie van belastingplichtigen; het wijzigt - voor diezelfde categorie - percentages die zijn vastgesteld in artikel 20, § 1, b.

¹⁶ Advies van de Raad van State, Gedr. St., Senaat, 806-2 (1989-1990), blz. 37.

Zoals de tekst van artikel 14 geredigeerd is, schept hij verwarring. Enerzijds wordt geen voldoende onderscheid gemaakt tussen de cijfers vermeld in paragraaf 1, a, en in paragraaf 1, b. Anderzijds worden de "percentpunten" en de "pct.", waartussen in de tekst van artikel 20, § 1, een onderscheid wordt gemaakt, verwisseld.

Ten slotte is artikel 20 van de wet van 7 december 1988 ook gewijzigd door artikel 330 van de wet van 22 december 1989.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 14. In artikel 20 van dezelfde wet, gewijzigd bij de artikelen 304 en 330 van de wet van 22 december 1989, wordt een paragraaf 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3bis. Voor belastingplichtigen die ofwel onderworpen zijn aan de vennootschapsbelasting ofwel, krachtens artikel 139, 2E, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, aan de belasting der niet-verblijfhouders en die over een Belgische inrichting in de zin van artikel 141 van dat Wetboek beschikken, worden de in paragraaf 1, a, vermelde cijfers 1,5 percentpunten, 3,5 pct. en 10,5 pct. respectievelijk op 1 percentpunt, 3 pct. en 10 pct. vastgesteld.

Voor dezelfde belastingplichtigen worden de in paragraaf 1, b, vermelde cijfers 10 percentpunten en 7 percentpunten respectievelijk op 10,5 percentpunten en 7,5 percentpunten vastgesteld"".

.../...

Artikel 15.

Uit de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg blijkt dat de ontworpen bepaling enkel toepassing zal vinden in de gevallen waarin internationale overeenkomsten er niet aan in de weg staan.

Artikel 16 en 20, § 7.

Aan artikel 16, 1E, van het ontwerp ligt de bedoeling ten grondslag in artikel 31 van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting de woorden "de tijd dat zij de effecten bezitten" te vervangen door de woorden "de tijd dat zij eigenaar of vruchtgebruiker van de effecten zijn geweest".

Volgens de memorie van toelichting zal die wijzigingsbepaling toepasselijk zijn met ingang van 1 januari 1989 (krachtens artikel 20, § 7, 1E, van het ontwerp) omdat het "enkel een verduidelijking" is.

Krachtens artikel 20, § 7, 2E, van het ontwerp is artikel 16, 2E en 3E, van toepassing op de inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld vanaf 23 juli 1990. Uit de memorie van toelichting blijkt niet waarom die datum werd gekozen.

Bij het ontworpen artikel 16 is dezelfde opmerking te maken als bij de artikelen 6 en 7.

.../...

Artikel 21.

Het voorschrift volgens hetwelk de wijziging van de datum van afsluiting van de jaarrekening zonder uitvoering is voor de toepassing van de nieuwe wet, werd in de wet van 22 december 1989 houdende fiscale bepalingen slechts uitgevaardigd voor sommige van die bepalingen. De Regering wil dat voorschrift uitbreiden tot andere bepalingen van de wet van 22 december 1989. Sommige vennootschappen die de datum van afsluiting van de jaarrekening naar 1990 maar vo, 'o, 'r 31 december 1990 hebben verschoven zodat ze nog tot het aanslagjaar 1990 behoren, zullen aldus te maken hebben met een boekjaar 1990 dat reeds is afgesloten op de datum van de bekendmaking van het onderhavige ontwerp; artikel 21 van het ontwerp heeft dus een terugwerkende kracht die vollediger moet worden verantwoord dan in de memorie van toelichting wordt gedaan.

Artikel 22.

Op de vraag naar de betekenis van de tweede zin van de definitie van de term "electriciteitsproducenten" (lees : elektriciteitsproducenten) heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"De eerste zin definieert de electriciteitsproducenten als de vennootschappen, onderworpen aan de inkomstenbelastingen (1) hoofdzakelijk of bijkomstig electriciteit produceren (2) met het oog op de verkoop ervan.

-De verwijzing "hoofdzakelijk of bijkomstig" is hier gebruikt om duidelijk te maken dat een vennootschap

.../...

electriciteitsproducent is (en blijft) ook wanneer ze andere en eventueel zelfs hoofdzakelijk andere activiteiten dan de productie van electriciteit uitoefent. Het feit van andere activiteiten te hebben (of te creëren) ontslaat de vennootschap dus niet van de belastingplicht.

- De electriciteit moet evenwel geproduceerd worden met oogmerk deze te verkopen. Electriciteitsproductie voor eigen gebruik wordt dus uitgesloten.

Het was immers niet de bedoeling van de regering om een aantal industriële bedrijven die, bv. langs recuperatie van stoom e.d., zelf voorzien in hun eigen electriciteitsverbruik onder te brengen in dit hoofdstuk.

Deze autoproducenten produceren slechts bijkomstig electriciteit en doen dit niet met het oog op de verkoop ervan. In de praktijk gebeurt het evenwel dat deze autoproducenten bepaalde productie-overschotten, die meestal tijdelijk zijn en waarvoor ze geen continue levering garanderen, toch verkopen. Voor hen is deze verkoop van electriciteit ten aanzien van hun productie van electriciteit evenwel bijkomstig.

Gezien de eerste zin zoals hij geformuleerd werd eventueel het risico inhield dat men ook auto-producenten zou gaan onderwerpen aan de bijzondere aanslag, gezien voor hen de productie bijkomstig is en niet steeds volledig voor eigen verbruik bestemd is (en dus impliciet voor verkoop bedoeld is), achtte de regering het wenselijk om een expliciete bepaling op te nemen waardoor deze groep uitgesloten werd. Die bepaling werd dan de tweede zin, waarbij de vennootschappen die hoofdzakelijk voor eigen verbruik produceren uitgesloten werden".

Het geval van een bedrijf dat elektriciteit opwekt voor eigen gebruik is uitgesloten wegens de opvatting die aan de definitie van de "electriciteitsproducenten" ten grondslag ligt.

.../...

De tweede zin is slechts een commentaar bij het eerste lid. Hij is dus niet op zijn plaats in een wettekst en moet in de memorie van toelichting staan.

De woorden "verantwoordelijk van producent" zijn bijzonder slecht gekozen. Het hier gebruikte woord "verantwoordelijkheid" wijkt sterk af van de betekenis die het gewoonlijk heeft in het recht. Het verdient de voorkeur om de bovenvermelde woorden te vervangen door een andere uitdrukking.

Artikel 23.

De eerste zin van de Nederlandse tekst van artikel 23, § 1, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 1. Ten aanzien van de elektriciteitsproducenten wordt een bijzondere aanslag vastgesteld".

Artikel 23, § 2, is in weinig duidelijke bewoordingen gesteld. De redactie moet worden herzien. Bovendien moet het woord "verhoudingsgewijs" vervallen.

Artikel 24.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 24, tweede lid, beter zou worden geredigeerd als volgt :

.../...

"De voorafbetalingen worden verrekend met de bijzondere aanslag en het saldo wordt teruggegeven indien het ten minste 100 frank bedraagt".

Artikel 27.

Het is niet nodig te verwijzen naar de artikelen 292, 1E, en 293 van de wet van 22 december 1989; ze wijzigen immers artikel 138, tweede lid, 1E, en artikel 138bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, die betrekking hebben op de berekening van de belasting. Er kan worden volstaan met de inkrimping van de toepassingssfeer van de bepaling waarbij de belastinggrondslag wordt vastgesteld, wat wordt bereikt door het wijzigen van artikel 137, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

In plaats van te verwijzen naar de artikelen van de wet van 22 december 1989 waarbij bepalingen werden ingevoegd in het Wetboek van de inkomstenbelastingen, behoort er melding te worden gemaakt van de artikelen van dit Wetboek die door de eerdergenoemde wet zijn ingevoegd.

Voorts zou het beter zijn dat het bepalend gedeelte van artikel 27 in het Wetboek van de inkomstenbelastingen voorkomt.

Het gaat er immers om dat de artikelen 137, § 4, 138, tweede lid en 138bis niet worden toegepast op de intercommunale verenigingen, met name wat hun aan de bijzondere aanslag onderworpen activiteiten betreft. Dit procédé is des te meer geschikt daar de bepalingen die de bijzondere aanslag invoeren zelf niet worden ingevoegd in het Wetboek van de inkomstenbelastingen en daar er in dit Wetboek bijgevolg zal worden verwezen naar de tekst van de ontworpen wet.

.../...

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 27. Artikel 137, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij artikel 291 van de wet van 22 december 1989, wordt aangevuld met het volgende lid :

"De vorenstaande bepaling is niet van toepassing op de intercommunale verenigingen zowel ten aanzien van hun activiteiten onderworpen aan de bijzondere aanslag ingevoerd bij artikel 23 van de programmawet van ... betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen als ten aanzien van hun activiteiten op het gebied van de openbare elektriciteitsdistributie"".

Artikel 28.

Dit artikel, dat het tarief bepaalt voor de in artikel 137, § 4, bedoelde dividenden, voegt in het Wetboek van de inkomstenbelastingen een bepaling in die eerst in 1991 van toepassing wordt (het tarief van 11 pct.), doch doet de bepaling die het tarief geldend vanaf het aanslagjaar 1992 (§ 2) bepaalt niet opnemen in het Wetboek. Dit is een verwerpelijk procédé. Het zou beter zijn alle tarieven in het Wetboek op te nemen.

Voorts is er geen grond om in de inleidende volzin te verwijzen naar artikel 30 van de wet van 8 augustus 1980, daar dit artikel is opgeheven bij de wet van 7 december 1988.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

.../...

"Art. 28. In artikel 138, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1979, de wet van 27 december 1984 en de wet van 27 december 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1Ein 1E vervallen de woorden "en § 4";

2Eer wordt een nieuw 6E ingevoegd, dat als volgt luidt : "tegen het tarief van 15 pct., wat de in artikel 137, § 4, bedoelde dividenden betreft; voor het aanslagjaar 1991 wordt het tarief evenwel op 11 pct. bepaald".

Artikel 29.

Artikel 29 zou beter op zijn plaats zijn in artikel 23 in de vorm van een paragraaf 4.

Artikel 33.

1. Wil artikel 33 van het wetsontwerp kunnen worden geacht bestaanbaar te zijn met het grondwettelijk beginsel volgens hetwelk een belastingvermindering slechts bij wet kan worden ingevoerd, dan behoort het voorschrift van artikel 33, § 2, van het ontwerp zonder talmen te worden toegepast.

2. Aan het slot van paragraaf 1, behoren de woorden "gewijzigd bij dit van 11 augustus 1981" te worden weggelaten.

.../...

Artikel 35.

De verwijzing naar de besluiten van 16 september 1947 en 18 april 1967, en naar de wet van 9 mei 1959 behoort te vervallen; die bepalingen behelzen immers slechts de wijziging van de tarieven; de opeenvolgende tarieven die erdoor worden ingevoerd zijn thans niet meer van toepassing. Het tarief van 90 frank is vastgesteld bij het koninklijk besluit van 16 januari 1975.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 35. In artikel 21 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 april 1965 en bij het koninklijk besluit van 16 januari 1975 ...(voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 41.

De ontworpen tekst kwam reeds voor in twee vroegere wetten, met name in de wet van 18 april 1989 houdende aanpassing van de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1988 en in de wet van 11 december 1989 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990 (artikel 2.51.8).

Aangezien die twee wetten betrekking hebben op de begroting, moet de bepaling betreffende het behoud van de

.../...

Staatswaarborg in een wet zonder tijdsbeperking worden opgenomen.

Artikel 42.

Het nieuwe tweede lid van het ontworpen artikel 4 zou preciseringen moeten bevatten met betrekking tot de criteria en de nadere procedureregels voor de toewijzing van de netto-opbrengst van de uitgegeven munten en met betrekking tot het bepalen van de begunstigden, met dien verstande dat de wetgever bevoegd moet blijven om telken jare te bepalen welk gedeelte van de netto-opbrengst met zijn toestemming wordt verdeeld.

Het artikel moet grondig worden herzien.

In de Franse tekst van het tweede lid moeten de woorden "de cette loi" worden vervangen door de woorden "de la présente loi".

.../...

Het woord "bepalen" moet worden vervangen door het woord "besluiten". In de Franse tekst behoort het woord "soit" te worden vervangen door het woord "sera".

Artikel 43.

Die bepaling zou juister geredigeerd zijn indien ze geredigeerd werd naar het voorbeeld van artikel 14 van de wet van 16 juli 1990 houdende begrotingsbepalingen; in het ontworpen bepalend gedeelte behoort te worden gepreciseerd voor welk jaar er een bedrag wordt ingehouden op de winsten. Volgens de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, gaat het om 1991.

Artikelen 44 tot 52.

De artikelen 44 tot 52 wijzigen voorschriften waarvan het wijzigen bij koninklijk besluit tot 's Konings bevoegdheid behoort krachtens artikel 11 van de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten.

Het spreekt vanzelf dat het optreden van de wetgever waarin in de ontworpen bepalingen wordt voorzien, geen einde maakt aan de algemene machtiging die door het zoëven genoemde artikel 11 aan de Koning wordt verleend.

.../...

Afdeling 5.

De wet van 14 augustus 1974 en de wet van 4 juli 1956 behoren weliswaar te worden vermeld, doch ook het opschrift van die wetten dient te worden aangegeven. Het betreft de wet van 14 augustus 1974 betreffende de afgifte van paspoorten en de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten.

Artikel 44.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 44. In artikel 5 van de wet van 14 augustus 1974 betreffende de afgifte van paspoorten worden de woorden "de burgerlijke stand en de persoonsbeschrijving van de houder" vervangen door de woorden "en de persoonsbeschrijving van de houder".

Artikelen 45, 46 en 47.

In de inleidende volzin van artikel 45 behoort het opschrift van de wet van 14 augustus 1974 te worden vermeld en in de artikelen 46 en 47 dat van de wet van 4 juli 1956.

.../...

Artikel 48.

De inleidende volzin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 48. Rubriek 30 van tarief I, gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten, vervangen bij koninklijk besluit van 27 januari 1983 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 maart 1988, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 50.

Artikel 51.

De inleidende volzin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 51. Artikel 5 van tarief III, gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 januari 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

.../...

Artikel 52.

Zoals gebruikelijk is behoort er te worden geschreven : "... treden in werking op de dertigste dag na die waarop zij zijn bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET,

président de chambre,
kamervoorzitter,

M. LEROY,

conseiller d'Etat,
staatsraad,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSKY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.